LA VÉRITÉ
45, Boulevard de la Villette
Paris X^e.
Hebdomadaire
Prix du numéro : 50 centimes.

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

ABONNEMENTS

France et Colonies :
6 mois : 13 frs. 1 an : 25 frs.
Etranger :
6 mois : 20 frs. 1 an : 35 frs.
Chèque postal : P. Frank 136.855.

Debout pour la défense de l'Union Soviétique!

Les intrigues et la pression de l'impérialisme contre la dictature prolétarienne

Contre les manoeuvres de l'impérialisme français

A Moscou se déroule avec un appareil théâtral le procès des saboteurs du plan quinquennal. Le principal accusé, Ramsine, raconte avec une grande bonne volonté comment le « parti industriel » s'y prenait pour saboter le plan quinquennal et en général le développement économique de l'U.R.S.S.

Après la parade des cosaques à l'Arc de Triomphe, les journaux ont appris ces jours derniers qu'une concentration militaire de russes blancs avait eu lieu aux environs de Paris.

Cette politique n'est d'ailleurs pas nouvelle. Depuis Clémenceau, depuis les envois de troupes dans le Sud de la Russie en 1919, depuis le « fil de fer barbelé », la politique française a toujours été la même : patiemment, avec une patience d'usurier, attendre le jour où des circonstances favorables permettront à nouveau de reprendre une politique d'intervention active contre l'U.R.S.S.

Activer la dégradation intérieure de la dictature prolétarienne, puis porter les coups sanglants de l'intervention militaire, voilà le plan qu'il faut dénoncer!

Les enseignements du procès des saboteurs

L'acte d'accusation dans l'affaire du centre des saboteurs (« parti industriel ») présente un intérêt particulier, non seulement par son côté politique, mais aussi du point de vue de la lutte de tendances dans le P. C. de l'U. S. L'opposition affirmait et répétait dans tous ses documents, que les prévisions minima des années 1923-1928 dans le domaine de l'industrialisation et de la collectivisation étaient dictées d'une part par les koulaks, d'autre part par la bourgeoisie étrangère, par l'intermédiaire de la bureaucratie soviétique.

Le deuxième moitié de l'année 1928 — le premier semestre de l'époque où le C. C. a renoncé au plan quinquennal pour la critique de son plan quinquennal — est caractérisé par l'envoi des oppositionnels en Sibirie. Est-ce que le sabotage des spécialistes a cessé depuis 1928? Non, il s'est accentué depuis, surtout en vue de l'intervention, mais il a pris toujours, après les dires de Ramsine, un autre caractère.

Mais rien de tout cela ne trompera le prolétariat. L'impérialisme français entretient l'espérance d'une intervention armée contre l'U.R.S.S. et s'y prépare. La chose est indéniable. Le système d'alliance avec la Pologne et la Roumanie vise l'U.R.S.S., les traités de coopération militaire à la Roumanie et à la Pologne visent l'U.R.S.S. Le gouvernement français encourage les menées des gardes blancs à Paris même.

Que le prolétariat français ne perde pas des yeux cette perspective. Contre les menées militaristes, pour la défense de la dictature prolétarienne en U.R.S.S., il doit organiser la lutte révolutionnaire. Seule la victoire et celle du prolétariat européen en général peut désarmer l'impérialisme mondial, peut déloger l'U.R.S.S. prolétarienne de l'ennemi extérieur et intérieur, peut sauver la révolution en la portant sur l'arène internationale à une étape plus haute de son développement.

Le C. C. a décaré que notre critique du plan quinquennal était dirigée contre le parti. Le 16^e Congrès nous a qualifiés de sceptiques parce que nous nous sommes « effrayés » de la réduction des rythmes qui, paraît-il, était inévitable dans la période de reconstruction. Autrement dit, pendant les années 1923-1928, c'est-à-dire dans la période de la lutte intense contre l'Opposition de Gauche, le C. C. était inconsciemment le haut parleur politique des spécialistes saboteurs, qui, à leur tour, n'étaient que des agents payés des impérialistes étrangers et des propriétaires émigrés russes.

La force énergétique est le cœur du plan quinquennal. Du battement de cœur dépend le rythme de la vie d'un organisme. Qui donc définissait le rythme du cœur lui-même? A cette question Ramsine répond :

« La réalisation des prévisions essentielles du parti industriel (c'est-à-dire du parti des saboteurs) dans le domaine de la force motrice était garantie par ce... »

« Nous sommes loin d'une mutinerie militaire, qui, hélas, fut sanglante. C'est aujourd'hui la révolution ouverte qui s'organise. »

« Si les villages terrorisés (?) voyaient un peu plus souvent au-dessus de leurs chaumières l'ombre salutaire des ailes françaises, peut-être fussent-ils de se laisser asservir par les meneurs » (Avenir du 11 octobre). Et entre les villages rebelles, pour faire régner la terreur sa-

La lutte des opprimés contre l'impérialisme

Le mouvement révolutionnaire s'amplifie en Indochine

Comment appeler le prolétariat de la métropole à une solidarité active

La lutte révolutionnaire s'intensifie en Indochine. Le mois de septembre avait été notamment marqué par les insurrections, de Thauh Chuong, Nam-Dam. Pendant la première moitié d'octobre, les luttes ont encore gagné en ampleur et en « encaie ». Même à travers les reportages déformés de la presse impérialiste, on discernait l'envergure du mouvement.

Chaque jour qui s'écoule marque plus gravement les progrès de la sédition... Désormais les huyen (circonscriptions) de Nam-Dam et de Thauh-Chuong vivent dans leur majeure partie selon la formule communiste... Les trois huyen situés à l'Ouest et au Nord-Ouest de Vinh sont totalement contaminés et l'on signale que le mouvement commence à s'infiltrer au Nord du côté du Phu-Dien et au Sud à l'Ouest de Ha-tinh » (Avenir du Tonkin du 10 et 11 octobre).

Le mouvement se déplace et gagne le Centre-Annam et le Sud-Annam avec une rapidité et une vigueur accrues. Les masses deviennent de plus en plus menacées. Des tri-huyen (chefs de circonscription, mandarins) sont obligés de s'enfuir en lieu sûr.

Au Tonkin, la vague insurrectionnelle atteint de nombreux centres. En Cochinchine, les mouvements de masse redeviennent fréquents et forts. A Saigon, quartier général de la police, où règne la loi martiale et où les réunions sont interdites, les révolutionnaires vont jusqu'à tenir des meetings — non pas évidemment de grands meetings — sur les boulevards.

Le mouvement gagne en conscience et en force. Dans la lutte active contre l'impérialisme, le rôle des communistes se précise. Les masses vont vers le communisme avec « fanatisme », car « un grand espoir les domine » (Avenir Indochinois du 10 octobre).

L'héroïsme des opprimés est démontré par l'Opinion du 3 octobre qui donne l'interview avec « Condo » qui dirigeait l'exercable « épurateur ». La, les militaires se réfugient dans un pagode et tirent sur des colonnes qui les attaquent cinq fois de suite. Les masses sont armées de fusils rudimentaires, qu'elles fabriquent elles-mêmes, les mentaires, qu'elles fabriquent elles-mêmes, la maintenance d'armes étant interdite. Ce sont souvent des parapluies transformés, pour lesquels elles usent de poudre de pétards.

Contre cette population héroïque, l'impérialisme appelle à une répression implacable : « Désormais ces êtres malaisants appartenant au caduc, il faut de toute nécessité les anéantir, sinon le mal qu'ils répandent s'élargira et deviendra incurable ». « Si les villages terrorisés (?) voyaient un peu plus souvent au-dessus de leurs chaumières l'ombre salutaire des ailes françaises, peut-être fussent-ils de se laisser asservir par les meneurs » (Avenir du 11 octobre). Et entre les villages rebelles, pour faire régner la terreur sa-

lutaie, toutes les cruautés de la répression sont mises en action : La colonne Petit brûle tout un village (Opinion du 13 octobre).

Cependant le prolétariat de la métropole n'est toujours pas entrainé à la large action de solidarité agissante indispensable. Sans aucun doute, cela est dû à l'affaiblissement général du mouvement et des organisations dont sont responsables les dirigeants staliniens. Les deux appels du P. C. et de la C.G.T.U. publiés par la presse communiste ne peuvent tenir lieu de la campagne de meetings centraux, de réunions nombreuses, de tracts, d'affiches, de manifestations qui s'imposent pour instruire le prolétariat de la métropole des luttes des ouvriers et des paysans pauvres d'Indochine contre l'ennemi commun, l'impérialisme, et des atrocités de la répression — et pour l'entraîner.

L'appel même du parti n'est pas en mesure de faire comprendre aux prolétaires que la lutte des ouvriers et des paysans pauvres d'Indochine contre l'impérialisme est déjà un combat de classe qui exige impérieusement leur solidarité de classe. Il n'est question dans cet appel que de « l'indépendance du peuple indochinois », de l'« indépendance de l'Indochine ». Ces formules nationalisantes sans contenu social ne reflètent déjà plus le cours de la révolution indochinoise dont le parti communiste ne conduira les héroïques combattants vers la victoire que sur le terrain de la lutte révolutionnaire de classe contre l'impérialisme.

Malgré les difficultés actuelles, il faut tout faire pour réveiller le prolétariat de la métropole. Et nous sommes tous prêts à collaborer avec les meilleurs militants du parti pour entraîner le parti à cette action indispensable et pour la mener de toutes nos forces avec eux. Des meetings centraux à Paris et dans les grandes villes, l'édition de tracts et de petites brochures, des réunions d'information et de protestation multipliées sont nécessaires.

Devant l'attention que la direction du parti porte aux campagnes électorales, il faut que les ouvriers du parti exigent qu'aux prochaines campagnes — au lieu d'un candidat de l'appareil, ce soit sur la candidature d'un Indochinois qui soit mené devant les électeurs une campagne énergique d'information et de « construction ». Il va avoir une élection dans le quartier « Saint-Victor », nous renouvelons et nous renouvelerons notre proposition.

De plus il faut appeler le Secours Rouge, la C.G.T.U., le parti à envoyer en Indochine une délégation, composée de militants ouvriers, et même d'élus du parti, et même encore d'intellectuels sympathisants — chargée d'enquêter sur le mouvement, d'informer le prolétariat de la métropole et d'apporter son secours et sa solidarité aux victimes de la lutte de classe. Autour de l'envoi de cette délégation l'agitation pourra être menée pour appeler enfin le prolétariat à la seule solidarité véritable, la solidarité de classe du prolétariat international.

Giai-Phong.

La capitulation de Boukharine

Nous avons lu dans l'Humanité du 23 Novembre la déclaration de Boukharine au C.C. du P. C. de l'U.S. La Vérité a dit, la semaine dernière, ce qu'il fallait en penser.

Dans la déclaration même nous apprenons, ce qui était déjà connu de tout le monde, que ce n'est pas pour la première fois que l'ancien président de l'I.C. fait son repentir. Cette déclaration n'a fait qu'énumérer les dates et les lieux où Boukharine reconnaissait toujours avoir eu tort contre le Comité Central. Qu'y avait-il donc de nouveau dans cette déclaration pour qu'elle soit acceptée par Staline et, par conséquent, accueillie favorablement dans les colonnes de l'Humanité? Rien, absolument rien que des platitudes humiliantes devant « la ligne générale du C.C. » et des mea-culpa dévots habituels à Boukharine. On ne peut tout de même pas considérer sa « reconnaissance de ses fautes » que Lénine a découvertes en 1920 — comme un fait politique nouveau d'une importance décisive!

C'est ce qu'ont pensé de bonne foi les deux rédacteurs responsables de deux grands journaux de Moscou, le Za Industrializatsiou et le Troud — journal central de la C.G.T. russe. Ils ont écrit le lendemain de la parution de la Déclaration de Boukharine, le 21 novembre, que c'était « une manifestation d'hypocrisie de plus » de la part de l'ancien président de l'I.C.

Or, ces braves et zélés bureaucrates de Staline ne savaient pas que cette déclaration était le résultat de pourparlers de coulisses entre Boukharine et Staline, que ce dernier a mené derrière le dos du parti. Et au lieu d'avoir la récompense qu'ils croyaient bien gagnée, nos pauvres rédacteurs furent sévèrement réprimandés. Lisez plutôt cette décision du C.C. du parti russe du 21 novembre que la Pravda du 22 novembre a publiée et que l'Humanité a trouvé prudent de cacher à ses lecteurs : « Décision du C.C. du P. C. de l'U.S. du 21.XI.30 : « 1. Reconnaître la Déclaration du camarade Boukharine publiée dans la Pravda (20 novembre) comme suffisante dans son ensemble. « 2. Considérer comme complètement erronés et reflétant les sentiments « gauchistes » et anti-communistes... l'article de la rédaction Za Industrializatsiou (20 novembre) intitulé « Hypocrisie et politique de longue visée », dans lequel la Déclaration du camarade Boukharine est qualifiée « d'acte d'hypocrisie », ainsi que l'article du Troud (21 novembre) intitulé « Sur la Déclaration de Boukharine » et dans lequel on donne de cette Déclaration une appréciation analogue. « 3. Blâmer sévèrement le rédacteur responsable du journal Za Industrializatsiou, le camarade

Bogouchevsky, et le rédacteur responsable du Troud, le camarade Aboline, pour avoir publié les articles réactionnels indiqués dans le paragraphe 2 de cette décision. « Les malheureux bureaucrates doivent être bien tourmentés. Ils ne savent plus sur quel pied danser. Ils ont mis tout leur zèle pour bien servir leur maître. Mais comment satisfaire ses zérots quand il s'agit de principes? Et il faut reconnaître que le dernier désir du « patron », que les deux bureaucrates n'ont pas pu deviner, était vraiment difficile à prévoir, surtout pour ces petits esprits bornés et serviles qui dirigent maintenant la presse stalinienne. « N'avaient-ils pas les ordres de remplir chaque jour une ou deux grandes pages de leurs journaux d'insultes et d'invectives contre la droite et son chef, Boukharine, qui avait une attitude « hypocrite » à l'égard du C.C. et de son guide, Staline? Pourquoi alors ce nouveau « tournant » brusque? Il suffisait cependant de connaître un peu mieux la méthode perdue de « Guensék » (secrétaire général) Staline et la nature du centrisme pour prévoir que tôt ou tard Staline serait amené à sauver sa barque, trop inclinée à gauche, par un coup de barre à droite, et que pour cela il ne trouverait pas d'autre auxiliaire que le fameux protagoniste d'« mot d'ordre « enrichissez-vous ». Qu'importe si hier encore il le faisait traîner dans toute la presse de contre-révolutionnaire! Aujourd'hui Boukharine pourra servir à masquer devant tout le parti le nouveau glissement à droite — c'est tout ce que l'on lui demande. « Or, ce glissement à droite se dessine nettement. Le plan quinquennal en 4 ans, avec ses chiffres gonflés et prévisions irréalisables était en grande partie le travail des saboteurs et contre-révolutionnaires à la Ramsine et à la Kondratiev — hommes de confiance et auxiliaires de Staline dans sa lutte contre l'opposition de gauche. « Pour réduire les effets désastreux de ce plan quinquennal que Staline a consciemment (par les rythmes insupportablement accélérés) et inconsciemment (par la confiance aveugle dans les ennemis jurés de la dictature du prolétariat) imposé à la classe ouvrière soviétique, il cherchera avec l'aide de Boukharine à faire machine arrière dans une nouvelle lettre-décret, où les malheureux exécutants, tous ces rédacteurs responsables et irresponsables, seront accusés d'avoir mal interprété la « ligne générale », qui était toujours juste, et d'avoir eu « des vertiges ». « En réalité c'est la Dictature du Prolétariat que l'on rapproche un peu plus du bord de l'abîme. M. Mill.

DES ABONNEMENTS! DES SOUSCRIPTIONS!

Augmentons la vente et la souscription de la « Vérité »

Un effort a été fait cette semaine : la souscription s'élève à plus de 700 francs. Il ne faut plus descendre au-dessous de 500 frs. par semaine. C'est le minimum que nous demandons!

La vie de « la Vérité » reste en danger. Il faut agir, augmenter la vente, recueillir des souscriptions!

Comme nos camarades peuvent s'en rendre compte, la publicité est une ressource très inégale; nous ne pouvons à aucun degré compter dessus.

1) Envoyez nous des listes d'abonnés possibles. Nous leur enverrons des numéros spécimen.

2) Faites des abonnements. Chaque peut faire un nouvel abonnement. Un ami de l'Allier a déjà réuni quatorze abonnements à lui seul. Combien n'en ont même pas réunis deux?

3) Faites circuler des listes de souscriptions, dans le parti, dans les syndicats, dans toutes les réunions ouvrières. Demandez-nous des listes.

4) Indiquez-nous des lieux de nouveaux dépôts possibles. Nous y enverrons le journal ainsi que des petits affiches de propagande.

Il ne faut pas ralentir l'effort. Il faut l'accentuer et le poursuivre sans relâche!

Léon Trotsky.

(Lire la suite page 2)

Après la grève des métallurgistes berlinois

L'AVENTURISME SYNDICAL EN ALLEMAGNE

Les conséquences du 5^e congrès de l'I. S. R. commencent à prendre en Allemagne des formes dangereuses. A l'occasion de la grève des métallurgistes nous avons déjà indiqué que la tentative de la direction communiste, de créer en ce moment des syndicats rouges amènerait un affaiblissement sensible du parti et de son influence.

Les quelques semaines qui se sont écoulées depuis ont confirmé la justesse de cette appréciation. L'Union métallurgique rouge qui fut créée à Berlin le 4 novembre, est dès aujourd'hui un fragment d'organisation non viable. Selon la direction du parti le nombre des adhérents de cette nouvelle organisation est de 11.000; elle indique même que plus de la moitié de ces membres ne viennent pas des syndicats libres, mais de la grande armée des inorganisés. Aux conférences des hommes de confiance du parti, la direction donne comme nombre d'ouvriers métallurgistes venant des syndicats libres, le chiffre de 3 à 5.000. Par contre les chefs réformistes de l'Union des métallurgistes constatent que 60 membres seulement ont quitté le syndicat, et que 1.800 nouveaux membres ont donné leur adhésion après la grande grève des métallurgistes.

Il n'est pas encore possible aujourd'hui de vérifier à quel degré les chiffres indiqués aussi bien par les syndicats rouges que par les syndicats libres sont justes. Mais une chose peut être constatée dès aujourd'hui en toute netteté : même si le chiffre maximum indiqué par la direction du parti devait être juste, même si on avait réussi à prendre 5.000 adhérents aux syndicats libres, la tactique adoptée a complètement fait naufrage. Car que signifient 5.000 adhérents dans une organisation telle que l'Union allemande des métallurgistes de Berlin, qui a 83.000 membres? Que signifie un syndicat à soi, dans lequel on a même gagné 5.000 syndiqués libres, lorsqu'on songe que dans l'Union des métallurgistes l'opposition avait toujours, jusqu'il y a deux ans, la majorité?

Si le rapport de force entre l'Union métallurgique rouge et l'Union métallurgique libre démontre la fausseté de la nouvelle création, une série de faits montrent, dans l'activité de l'Union métallurgique rouge qu'elle porte déjà en elle-même le germe mortel de la dégradation. L'appareil bureaucratique du parti a tendance à étouffer toute vie propre d'une organisation révolutionnaire et à changer la direction néces-

saire de la part du parti en une pression bureaucratique de l'appareil. Sans demander l'avis de la base les dirigeants de la nouvelle Union métallurgique rouge furent nommés par le parti. La conséquence de cette méthode fut une rébellion immédiate à la première conférence des fonctionnaires de l'Union rouge. La direction du parti, vu l'irritation extrême des fonctionnaires, dut effectuer une retraite partielle et faire une concession en complétant la direction nommée ou, même en la changeant.

La création de syndicats rouges dans la période actuelle est dangereuse surtout parce que les conditions qui permettraient d'effectuer une telle opération n'existent pas.

Il est clair qu'il peut y avoir des situations dans lesquelles l'avant-garde révolutionnaire est forcée de construire des syndicats rouges. Une telle situation pourrait survenir en Allemagne si à l'intérieur des syndicats libres une opposition puissante et ordonnée se développait, possédant une influence et des positions décisives. Dans ce cas il est très vraisemblable que les réformistes au moment d'une lutte de classe accentuée se décideraient à exclure de grands masses et même des syndicats entiers. Dans ce cas tout le prolétariat comprend très clairement que ce ne sont pas les communistes qui font la scission dans les syndicats, organisations de classe prolétariennes, et les affaiblissent, mais que la scission vient des réformistes. Si dans un tel cas le rassemblement de masses exclues en syndicats indépendants se réalise, les réformistes et ce ne seront pas les communistes, mais les chefs réformistes, vers lesquels se dirigera la haine des ouvriers organisés.

Mais de telles conditions n'existent pas actuellement en Allemagne. L'aventurisme syndical des deux dernières années a amené la liquidation des positions syndicales les plus importantes du communisme. Les réformistes n'ont pas besoin de pratiquer des exclusions de masse. Il leur suffit d'exclure les meneurs communistes en se basant sur les directives de la R.G.O. (Opposition syndicale révolutionnaire) dans lesquelles on a parlé et on parle de plus en plus clairement de la nécessité de créer des syndicats indépendants.

Les mêmes ouvriers syndiqués qui, lors des élections au Reichstag ont donné nombre de leurs voix au parti communiste, les mêmes ouvriers qui dans la grève des métallurgistes se sont révoltés contre leurs chefs réformistes et ont manifesté leur mécontentement après la fin honteuse de la grève par les réformistes, refusent de suivre le parti lorsqu'il rompt le front de lutte syndical au lieu de l'influencer par la pression de l'organisation et de le diriger.

Cette attitude des ouvriers organisés n'est nullement de « l'opportunistisme dans la pratique » comme l'affirment les éléments ignorants et bornés de Lozovsky. La classe ouvrière voit très clairement qu'elle est poussée actuellement dans une position défensive, elle voit et elle ressent l'attaque croissante de l'offensive capitaliste qui s'attaque non seulement aux salaires mais aussi aux droits acquis dans de longues luttes par le prolétariat, et en dernier lieu contre les syndicats. C'est justement l'attaque contre-révolutionnaire contre les syndicats qui poussent les ouvriers conscients à se dresser plus fortement autour des syndicats construits avec des sacrifices énormes. En cela les ouvriers voient plus clairement que les Lozovsky, Ulbricht et Dalhem ne le pensent, qu'être pour les syndicats ne signifie pas être pour le réformisme.

L'aventurisme syndical du centrisme oblige l'opposition de gauche en Allemagne à opposer d'une façon claire et sans équivoque son propre cours à celui de la direction du parti, tout en parlant toujours du point de vue que l'opposition de gauche n'est pas un courant indépendant fraction du mouvement ouvrier.

P. C. allemands et les derniers survivants de l'Internationale repoussent en principe l'opposition de gauche à l'intérieur du parti.

P. C. allemands et les derniers survivants de l'Internationale repoussent en principe l'opposition de gauche à l'intérieur du parti.

DEBOUT POUR LA DEFENSE DE L'UNION SOVIETIQUE !

Les enseignements du procès des saboteurs

Suite de la première page

compris que l'élan démesuré de quelques branches d'industrie, sans contrôle, sans prévisions, sans direction habile, provoque une part de la disproporition et, d'autre part, avilit la qualité de la production et provoque ainsi l'échec du plan quinquennal dans son étape suivante.

L'acte d'accusation démontre donc avec une évidence incontestable qu'aussi bien dans la période du quinquennal économique — jusqu'en 1928 — que dans la période de la deuxième moitié de l'année 1928 — la direction économique stalinienne agissait sous l'influence du centre des saboteurs, c'est-à-dire de la bande des agents du capitalisme international. Pour leur lutte contre cette direction, les bolcheviks-léninistes furent emprisonnés, déportés et même fusillés. Voilà la vérité nue qu'on ne pourra démentir par aucune malice !

L'acte d'accusation qui découvre tous les maîtres d'œuvre du sabotage et du gopianisme national est paru dans la Pravda du 11 novembre. Mais la Pravda de la veille publie un feuilleton sous un titre excessivement neuf : *« Un impitoyable contre le bloc droit-gauche, dans lequel elle dit ce qui suit, au sujet de la critique de l'opposition :*

« Ce n'est qu'un truc fractionnel bien connu : en attaquant, par exemple, le gopian et les chiffres de contrôle, ou « le bureaucratisme des organes économiques », on cherche à attaquer le C. C., la politique du parti, la direction du parti. »

Cette citation paraît tout à fait invraisemblable. La Pravda elle-même identifie la critique du Gopian, qui, pendant des années était un jouet dans les mains des saboteurs bourgeois, à la critique du C. C. et la considère comme un sacrilège. N'est-ce pas là un « truc » que quelqu'un a fait à la Pravda elle-même ? Et pendant la crise prochaine nous apprendrons dans un deuxième acte d'accusation que les super-rythmes de Staline, contre lesquels nous l'avons mis en garde (à temps), étaient commandés par les saboteurs-compradors. Telle est la logique du régime stalinien !

Léon Trotsky.

R.G.O. et refusons toute collaboration à l'intérieur de la R.G.O.

L'opposition de gauche ne partage aucunement cette position. Elle voit évidemment aussi bien que n'importe qui que la direction du parti est en train de faire de la R.G.O. des syndicats indépendants, et c'est pourquoi elle emploie toute sa force à contrecarrer ce cours de la direction en influençant le plus fortement possible la R.G.O. Ce serait du pessimisme désespéré que d'admettre simplement qu'une telle tentative n'a pas de raison d'être. Il y a déjà toute une série de preuves contraires. Ainsi la direction du parti essaye depuis longtemps et vainement de faire faire aux groupes de la R. G. O. qui sont encore fortement ancrés dans les syndicats (typographes, etc.) des démarches qu'ils doivent le mener peu à peu vers la voie de l'indépendance. Si d'un côté la direction du parti a soulevé, cela signifie seulement que, si faible pour opposer au cours de la direction une résistance suffisante. Mais plus sera forte et méthodique la façon dont elle saura organiser cette résistance qui grandira aussi dans le parti contre l'aventurisme syndical, plus la gauche en tant que fraction sera forte dans le parti. La direction mènera-t-elle vraiment jusqu'au bout son aventure syndical ? C'est ce qui se décidera dans la lutte entre la direction et l'opposition de gauche à l'intérieur du parti et de la R.G.O.

K. Landau.

La politique de la bourgeoisie française
Le plan d'outillage de Tardieu

Lorsqu'on parle du « plan quinquennal » de la bourgeoisie, de Tardieu etc. on se trompe quiproquo doit être évité. Il a été accredité par les socialistes S.F.I.O. qui voient dans des projets de ce genre, mais un peu plus gonflés, la marche au socialisme et aussi par les lamentables dirigeants de l'Humanité qui n'ont pas hésité à comparer le plan quinquennal de Tardieu au plan soviétique pour faire ressortir la supériorité du second. Le plan Tardieu n'a de commun avec le plan soviétique que l'échec quinquennal. Le projet Tardieu ne vise nullement à substituer à l'initiative des capitalistes privés l'initiative de l'Etat pour organiser l'économie nationale, comme le ferait un plan socialiste ; qui suppose la socialisation préalable des moyens de production. Il ne rentre même pas dans la catégorie capitaliste des plans d'économie dirigée comme ceux qui ont été tentés infructueusement aux U.S.A. pour réguler l'économie nationale et éviter les crises de surproduction entre l'Etat et les capitalistes.

Le projet Tardieu ne confère nullement à l'Etat un rôle d'organisateur ni même de régulateur de l'économie nationale. Il se borne à placer l'Etat devant l'économie nationale dans la situation d'un client généreux qui disposant d'abondantes disponibilités, voit les choses en grand, fait des projets à longue échéance et entend favoriser certains producteurs privilégiés dans les affaires desquels il est intéressé. La seule originalité du plan, c'est que le fonctionnement de la machine de l'Etat maintenu d'ailleurs dans la limite des possibilités qui lui sont reconnues par le classe dirigeant, est assimilé à celui d'une entreprise privée qui établit un plan à longue échéance pour le renouvellement et l'extension de son outillage. C'est la mentalité « homme d'affaires » introduite au gouvernement.

Le projet Tardieu ne confère nullement à l'Etat un rôle d'organisateur ni même de régulateur de l'économie nationale. Il se borne à placer l'Etat devant l'économie nationale dans la situation d'un client généreux qui disposant d'abondantes disponibilités, voit les choses en grand, fait des projets à longue échéance et entend favoriser certains producteurs privilégiés dans les affaires desquels il est intéressé. La seule originalité du plan, c'est que le fonctionnement de la machine de l'Etat maintenu d'ailleurs dans la limite des possibilités qui lui sont reconnues par le classe dirigeant, est assimilé à celui d'une entreprise privée qui établit un plan à longue échéance pour le renouvellement et l'extension de son outillage. C'est la mentalité « homme d'affaires » introduite au gouvernement.

Le plan d'outillage et la politique de « prospérité »

A l'origine du plan d'outillage national, il y a la politique dite de « prospérité » que Tardieu lors de sa venue au pouvoir, avait voulu inaugurer, en s'inspirant des formules de Hoover. Le régime de Poincaré avait été celui de la grande pénurie, des économies, des restrictions et des augmentations d'impôts, la cure de rétablissement des finances publiques mises mal en point par Herriot, le malencontreux percuteur de plafonds et ses infortunés successeurs — la cure terminée, à Jean qui pleure devait succéder Jean qui rit ; au visage renfrogné de Poincaré succéder la face épanouie de Tardieu. L'ère de la grande liesse et de la grande bombance, des dégrèvements d'impôts et des dépenses énormes, de la prospérité étaient ouverts. L'Etat d'initiative rétabli de la maladie financière, participait en ce temps à la fièvre de prospérité qui règne dans tous les milieux capitalistes à la veille d'une crise. Tardieu lançait comme toutes les entreprises, le mot d'ordre d'extension de l'outillage, de vues larges et de grandes dépenses. La bonne marche des affaires, c'était pour lui la bonne rentrée des impôts, la richesse de l'Etat ne faisant qu'une avec la richesse des capitalistes. Il poussait l'assurance jusqu'à combiner sa politique de larges dépenses avec une politique de dégrèvements d'impôts. C'est ainsi que Tardieu a été amené à prévoir pour une échéance de cinq ans un investissement de 17 milliards 400 millions pris sur les seules ressources des disponibilités de trésorerie (reliquat de l'opération Poincaré), du budget normal et des apports des collectivités publiques (départements, communes), dans l'hypothèse de la bonne marche des affaires privées entraînant celle des finances publiques.

Les critiques et les contre projets de l'opposition

Les partis d'opposition dits de gauche n'ont su opposer au projet Tardieu qu'une surenchère démagogique. Au bluff ils ont opposé un surbluff — ils ont trouvé le projet trop petit pour eux — les radicaux proposant 35 milliards en dix années, les socialistes S.F.I.O., 50 milliards en sept années, les Socialistes Français, 65 milliards en dix années. Bien entendu ils ont été amenés à réclamer une extension du champ des ressources, tous trois réclamant un appel fait à l'épargne publique. Ils jouaient ainsi la classique comédie démagogique, qui consiste à faire croire au petit bourgeois, leur clientèle électorale, que l'Etat est la providence naturelle des épargnants que les grands forbans de la finance (alors qu'il est, en réalité, leur allié le plus sûr), que les placements d'Etat sont les plus sûrs, que l'Etat peut opposer une digue aux « puissances d'argent », se substituer à elles. Il y a à l'anti-ploutocratie démagogique spéciale à ces partis, qui consiste à dénoncer la ploutocratie agissant en dehors de l'Etat pour favoriser une ploutocratie agissant sous le couvert de l'Etat. C'est à peu près cela qu'ils entendent par le socialisme dont ils se réclament. Dans ce chœur les socialistes S. F. I. O. n'ont pas été les moindres et une mention honorable doit leur être réservée puisque sous prétexte d'anti-capitalisme ils n'ont pas hésité à demander qu'on socialise le plan d'outillage avec les annuités des réparations allemandes. Pour eux l'impérialisme = anti-capitalisme, ce qui est assez joliment trouvé.

A ces contre-projets, Tardieu bien entendu résiste, ayant à donner satisfaction à une autre clientèle devant laquelle on agit comme un épouvantail le prétendu « socialisme » et à ménager des intérêts opposés.

Nature de classe du projet Tardieu

Il importe de souligner le caractère de classe très précis du projet Tardieu et la hiérarchie des dépenses est sur ce point très intéressante à considérer. En tête vient l'investissement dans l'agriculture pour 4 milliards 680 millions. Il réclame le soulèvement de l'alliance entre la grande bourgeoisie et la grande et moyenne paysannerie, garantie de l'ordre social capitaliste en France. Viennent ensuite les

travaux publics avec 4 milliards 205 millions, qui sont un débouché supplémentaire offert à l'industrie sidérurgique et aux industries du bâtiment. L'Instruction publique vient seulement ensuite avec des dépenses en raison exacte inverse de l'urgence des besoins sociaux (10 millions à l'enseignement primaire, 15 millions au secondaire et 320 millions au supérieur dont la moitié servira paraît-il au transfert de la faculté de médecine de Paris). L'hygiène et l'Assistance Sociale, moins intéressantes évidemment, doivent se contenter de 2 milliards 625 millions.

Le plan d'outillage et la crise

Le plan Tardieu pourrait dans une mesure restreinte être considéré comme un palliatif à la crise en France, au moins pour certaines industries travaillant pour le marché intérieur (métallurgie et bâtiment) mais non pour les industries travaillant pour l'exportation et des maintenant durement touchées, comme le textile. Mais il ne faut pas oublier qu'il n'a pas été conçu pour une perspective de crise mais pour une perspective de prospérité. La crise l'atteint à sa source même — le financement. On sait déjà que les cinq milliards des disponibilités de trésorerie sont fort hypothétiques, pour d'autres raisons d'ailleurs que la crise. Mais le ralentissement général et la stagnation des affaires le frappe dans ses deux autres sources — le budget de l'Etat et le budget des collectivités publiques. En un sens, bien que conçu pour des perspectives de prospérité il aurait un rôle à jouer dans la crise, en un autre sens la crise le compromet à la base. Son issue et sa réalisation sont donc encore fort incertaines. Il faut s'attendre probablement à ce que cette situation contradictoire se solde par un compromis et à la voir modifiée dans sa structure dans un sens encore plus réactionnaire, par le sacrifice de tout ce qui n'est pas aide directe au capitalisme. La crise l'empêchera en tous cas de présenter le caractère somptuaire que Tardieu devait lui donner au début.

Les travailleurs n'ont pas, comme le leur recommande l'Humanité, à comparer le plan Tardieu au plan soviétique ni à réclamer des projets plus grandioses. Ils ont à dénoncer le caractère de bluff de la politique de prospérité Tardieu et le caractère de classe du projet d'outillage national.

A. Ariat

A PROPOS DE «L'UNITÉ SYNDICALE»
Deux résolutions

Le manifeste pour l'unité syndicale n'a pas seulement suscité la réponse honteuse de la C. G. T. réformiste et la réponse qui n'est ni habile ni ferme de la C.G.T.U. Parmi les signataires de cet appel se trouva Roger Franck, secrétaire de l'U.S.T. (Union des Syndicats de Techniciens, ancienne Ustica). Voici la motion adoptée par le Conseil Exécutif de cette organisation.

« Le Conseil Exécutif de l'U.S.T. réuni le 20 novembre 1930 rappelle formellement que les membres responsables de l'organisation ne doivent se livrer à aucune manifestation personnelle susceptible d'engager même indirectement les rapports de l'U.S.T. avec les organisations ouvrières sans autorisation ou sans mandat de l'organisation. Le C. E. tient à préciser qu'en signant le « Manifeste pour la reconstruction de l'unité syndicale » le camarade Roger Franck n'avait pas man-

dat pour engager l'U.S.T. et qu'il n'a fait qu'exprimer son opinion personnelle... »

Citons aussi l'essentiel d'une motion adoptée par la C.A.P. du Syndicat national des Indirectes, après avoir pris connaissance de l'appel lancé par quelques militants, dans le but de provoquer la reconstruction de l'unité syndicale.

« Constate, qu'au lieu d'établir une plateforme sur laquelle les représentants des différentes tendances auraient pu se grouper, pour essayer de parvenir à un accord, les promoteurs du courant ainsi lancé semblent avoir pris pour base les thèses de l'une des fractions ouvrières actuellement opposées.

« De ce fait, des réactions, des oppositions,

risquent de se produire, créant davantage un fossé qu'il est nécessaire de combler... »

La première motion repoussée le manifeste mais uniquement pour des raisons formelles ; la seconde pour des motifs politiques ; en réalité l'une par son silence, l'autre par ses explications pénibles montrent bien la difficulté de militants de ces organisations pour s'orienter dans la situation actuelle. La « psychose » de l'unité que veulent créer certains, sera en fin de compte le retour à la C.G.T. réformiste. Les militants de l'U.S.T. qui il y a quelques mois l'ont vue à l'œuvre dans le Nord contre son syndicat des dessinateurs, contre les salaires, les militants des Indirectes qui, comme Boursicot, sympathisaient il y a quelques années avec le parti communiste ne veulent pas s'y laisser prendre. Mais que faire ? L'embaras de ces éléments qui ne sont pas strictement prolétariens souligne les responsabilités que portent les dirigeants de la C.G.T.U. ; aujourd'hui face au courant réformiste, ils ont par leur politique absurde et le régime futur inévitables de l'organisation fait que la C.G.T.U. ne constitue plus un pôle d'attraction pour la classe ouvrière et également pour les éléments semi-prolétariens, qui ne peuvent avoir de politique propre.

Ces deux réactions, de l'U.S.T. et du Syndicat national des Indirectes, témoignent cependant, qu'il est possible de dresser une digue puissante contre le courant réformiste qui sous couvert d'unité syndicale désagrége la C.G.T.U. Pour cela il faut que la C.G.T.U. oppose à la formule abstraite de l'unité syndicale un programme de revendications immédiates susceptible de réaliser l'unité de front prolétarien, et il faut aussi que soit modifié son régime intérieur ; avec le meilleur programme de lutte, ses militants ne pourront le réaliser si l'organisation ne peut retenir les travailleurs qui viennent à elle. — Fr.

Dans la région marseillaise

La tournée macabre

C'est dans le plan « d'équipement moral de la nation » que figure sans doute la tournée chauvine et cocardière de Costes et Beloncle organisée par Tardieu. La technique des « retraites militaires » est remise au goût du jour. Mais il s'agit toujours de galvaniser les masses.

Voici quelques paroles typiques de Costes : « Il nous faut une aviation forte et saine afin que nos voisins, les uns revanchards, les autres turbulents, constatent que nous sommes prêts... Notre aviation peut être comparée aux meilleures, mais il faut s'y maintenir. La lutte la plus difficile pour cela, c'est celle contre l'Administration paresseuse qui devrait permettre de faire de notre aviation — et nous avons tout pour cela — la première du monde ». Là dessus, grosse caisse.

Naturellement, dans la région, le parti qui a cruellement pâti des fautes de la direction stalinienne, n'a rien pu opposer à l'excitation chauvine. Ici comme ailleurs, son affaiblissement désarme le prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie. Le temps presse de reprendre la marche en avant, en réintégrant dans le parti et l'Internationale tous les communistes de gauche et leurs leaders Trotsky et Rakovsky.

RECTIFICATION

Dans notre récent compte-rendu du C. C. de la 6^e U. R. une coquette malencontreuse, fait dire à notre camarade L. V. « de réclamer 5 francs quand on peut en obtenir 3 ».

C'est « de réclamer 5 francs quand on ne peut en arracher 3 » qu'il fallait lire.

A LILLE

La VERITE est en vente chaque semaine à LILLE aux endroits suivants :

- 1) 36 bis, Rue Philippe de Comines.
- 2) à la Librairie du Furet du Nord, 9, Rue de la Vieille Comédie.
- 3) 9, Rue Vazemmes.

La politique extérieure de l'état prolétarien
Sur la rencontre Litvinov-Grandi
à MILAN

Sur la route du retour de Genève, Litvinov, actuellement Commissaire aux Affaires étrangères de l'U. R. S. S., s'est rencontré à Milan avec le ministre des Affaires étrangères du gouvernement fasciste italien, Grandi. La presse social-démocrate et concentrationniste a encore une fois utilisé ce fait pour renouveler ses attaques habituelles contre l'U. R. S. S. et contre la dictature du prolétariat en bavardant d'« amours italo-soviétiques », voire d'amours « fascisto-bolchéviques ». Nous avons déjà eu l'occasion de démontrer ici l'antagonisme irréductible entre bolchévisme et fascisme, la profonde différence existant entre les deux dictatures de classe : celle du prolétariat révolutionnaire et celle du capital financier, qu'elle soit exercée sous le manteau de la démocratie ou sous le signe de la trique fasciste. Toute autre manière de juger ces questions, c'est-à-dire, toute manière non marxiste basée sur l'appréciation des faits de la vie sociale, politique, économique en fonction des classes en lutte et des classes détentrices du pouvoir, ne peut conduire qu'à des erreurs et à l'équivoque.

Mais la politique ouvrière pour ne pas tomber dans ces erreurs et ces équivoques doit nécessairement être claire et compréhensible aux larges masses. Toute action politique du parti de la classe ouvrière, en particulier là où il détient le pouvoir, doit apparaître aux yeux des travailleurs, juste en soi et répondant aux nécessités de la lutte et du pouvoir révolutionnaire. Par elle, le parti de la classe ouvrière doit avoir la possibilité de s'adresser à tous les travailleurs. Lorsque la politique de la classe ouvrière devient au contraire « difficile », « compliquée », « incompréhensible » aux masses, cela veut dire que cette

politique est élaborée et conduite loin des masses et aussi — sans les masses.

Or, dans le cas particulier de la politique extérieure de l'U. R. S. S. au cours de ces dernières années, il s'est produit non seulement une incompréhension totale de la politique soviétique de la part des masses, mais jusqu'à un contraste parfois, entre ces masses et cette politique. La rencontre récente Grandi-Litvinov, à Milan constitue pour les couches les plus arriérées et pour nombre d'ouvriers révolutionnaires aussi, un fait « difficile », « obscur », « incompréhensible ». Et précisément les ennemis de l'Union Soviétique et de la dictature du prolétariat cherchent à en profiter pour discréditer le gouvernement de l'U. R. S. S. et en même temps l'action du parti communiste italien.

Tout ceci, bien naturellement, n'a rien de nouveau. Dès l'époque où le gouvernement soviétique a dû briser le bloc des puissances capitalistes, et, à la suite de l'arrêt momentané de la vague révolutionnaire triomphante dans le monde entier, en venir à des contacts avec ces puissances, conclure des accords commerciaux ou économiques avec leurs gouvernements, — dès ce moment nos ennemis de classe ont commencé à parler de couchant, de capitulation, de « fin du bolchévisme », et ainsi de suite.

Il en a été de même d'ailleurs lors de l'introduction de la Nep. Mais les ouvriers du monde entier ne se laissent pas duper. La classe ouvrière au pouvoir dans l'U. R. S. S. — comme la Révolution tardait à vaincre dans les autres pays — devait chercher à utiliser toutes les contradictions du capitalisme mondial pour ren-

forcer, augmenter, élargir les positions acquises. D'autre part, les gouvernements capitalistes, ennemis acharnés du bolchévisme et de la dictature prolétarienne, mis en déroute sur le terrain de l'attaque directe et armée contre le pouvoir des Soviets par la force du prolétariat international et par les armes du prolétariat russe, ont été forcés d'entrer en relations « amicales » avec la Russie « rouge » et « bolchévique » ; ils ont été forcés d'admettre sur leurs propres territoires les représentants du pouvoir prolétarien tant haï, et de le reconnaître comme les seuls représentants « légitimes » du succès sans aucun doute de la Révolution et de la classe ouvrière mondiale.

Parmi ces gouvernements celui de Rome, le gouvernement de Mussolini, a été un des premiers à rompre le cercle de fil en fer barbelé dressé autour de la Russie. Ceux qui, à l'instar des social-démocrates, remplacent l'analyse marxiste par la psycho-analyse, ont interprété cela comme un geste « paradoxal » de Mussolini. D'autres, comme tout récemment le Temps, ont cherché à expliquer l'attitude du gouvernement de Rome par le fait que la politique extérieure du fascisme « n'est pas en fonction de sa politique intérieure ». Des sottises sans doute... La réalité est que la politique extérieure de tout gouvernement n'est que le reflet de sa politique intérieure, de ses exigences, de ses besoins intérieurs.

Mais pourquoi le gouvernement fasciste qui traque, arrête, emprisonne, assassine les communistes dans les bagnes et dans les îles de déportation, garde des rapports « amicaux » dans sa politique extérieure avec les gouvernements bolchéviques ? La contradiction qu'on voudrait souligner n'existe pourtant que pour tous ceux qui suivent une méthode formelle — opposés à la méthode marxiste. La effet, la politique extérieure du gouvernement de Rome n'est qu'un prolongement de sa politique intérieure. Entre le gouvernement fasciste et le gouvernement des Soviets existent les mêmes rapports « amicaux » que dans la fabrique entre le capitaliste et le prolétaire. Le capitaliste sait que le prolétaire est son mortel ennemi ; il cherche à le combattre par tous les moyens, mais il ne peut pas, pour détruire le prolétaire, détruire sa propre fabrique, se détruire en même temps lui-même. De même pour le prolétaire qui lutte contre le capitaliste ; il lutte pour l'abolition du profit capitaliste. Le problème est donc un problème de force. Les ouvriers s'or-

ganisent, font la grève, imposent aux patrons leur volonté. Ils sont les plus forts. Dans des circonstances différentes les patrons proclament le lock-out, brisent l'organisation, dictent leur loi. Cite fois c'est eux qui imposent leur volonté aux ouvriers.

Le duel n'est pas différent, à l'échelle internationale, entre le prolétariat au pouvoir dans l'U. R. S. S. et les gouvernements capitalistes. Pour le gouvernement des ouvriers et paysans de l'U.R.S.S. c'est une nécessité que d'utiliser toutes les fissures, toutes les contradictions qui opposent les différents pays, et ceci, soit pour obtenir les machines et les moyens de production dont la classe ouvrière a besoin dans la construction du socialisme, soit pour placer à l'étranger les produits de l'U.R.S.S. échangés contre ces moyens de production, soit enfin pour retarder le plus possible le bloc de ses ennemis de classe. C'est examiné à ce point de vue que la théorie stalinienne du socialisme dans un seul pays se révèle complètement fautive et réactionnaire, car elle entortille le prolétariat international, isole le prolétariat russe, rapetisse la construction du socialisme au lieu de lier cette construction à l'action et à la pression du prolétariat international, comme Trotsky nous a fourni un exemple très récent en traitant du plan quinquennal et du chômage en Allemagne.

De même que dans la lutte quotidienne des ouvriers dans l'usine, dans la politique extérieure de la classe ouvrière au pouvoir, la condition première et indispensable est que la classe ouvrière garde son autonomie et marche sur son propre terrain de classe, sur le terrain révolutionnaire, en tant que classe antagoniste du capitalisme. Tout glissement, tout éloignement de cette ligne profite au camp bourgeois, au camp de la collaboration de classe, au camp ennemi.

La même loi de classe est à la base de la politique des Etats capitalistes envers l'U.R.S.S. Nous ne pouvons pas la perdre de vue — comme Staline l'a fait dans son discours au XII^e Congrès en donnant par là une nouvelle preuve de sa rupture avec le marxisme et le léninisme ; — nous ne pouvons pas distinguer les Etats capitalistes en « amis et ennemis » de l'U.R.S.S. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir d'Etats capitalistes « amis » de l'U. R. S. S. tant que l'U. R. S. S. demeure la terre de la dictature du

prolétariat. L'U. R. S. S. n'a qu'un seul et véritable ami : le prolétariat du monde entier. Ceux qui, pour poursuivre des bénéfices immédiats par quelque accord douteux, sacrifient les intérêts permanents de la révolution, en alignant à l'U.R.S.S. la sympathie et la solidarité des travailleurs font courir à la révolution les risques les plus graves.

Les prolétaires doivent condamner la tendance qui s'est fait jour au sein de la diplomatie stalinienne et qui consiste à se passer des masses et à employer les méthodes de la diplomatie de la bourgeoisie. L'U.R.S.S. sera forte et invincible seulement avec l'appui et la solidarité active des prolétaires du monde entier. Les Etats capitalistes, en dernière analyse, ne pourront que se trouver unis dans le même bloc contre l'U. R. S. S., — de même que toutes les couches nationales de la bourgeoisie, — en face de la révolution menaçante, — savent mettre de côté leurs contradictions transitoires pour s'unir sur le front de classe contre les forces du prolétariat.

Ceci n'enlève rien au fait que parmi les différents Etats capitalistes, tant au cours de la préparation de l'attaque que dans l'attaque elle-même, la lutte se poursuit pour une répartition égoïste du butin. Et c'est ce que démontrent les rapports que les différents Etats capitalistes ont avec l'U.R.S.S. — l'Allemagne et l'Italie en particulier — un des pays vaincus et un des pays vainqueurs, — sortis tous les deux battus du Traité de Versailles, cherchent à arracher aux puissances impérialistes rivales plus fortes (France, Angleterre), plus de « concessions » en « manœuvrant » vers l'Est, en concluant des « accords » commerciaux et économiques avec l'U. R. S. S., et ainsi de suite.

Faute de colonies (pour l'Allemagne comme pour l'Italie), faute de matières premières (Italie), elles recherchent leur avantage en « marchandant » avec les bolchéviques de l'U.R.S.S. Ce qu'on appelle « orientation » vers l'Est, vers l'U. R. S. S., de l'Allemagne ou de l'Italie, n'est que la conséquence de la situation des deux économies : allemande et italienne. De même que la bourgeoisie italienne, pour conserver sa marge de profit, doit à l'intérieur recourir au fascisme, supprimer toute liberté d'action pour les travailleurs — elle est forcée pour des « raisons vita-

les » de nouer des relations avec les bolchéviques de l'U.R.S.S., de poursuivre avec eux le trafic et l'échange des marchandises.

Mais déjà pour l'Allemagne on a vu ce que signifie sa soi-disant « orientation » vers l'Est. Les premières concessions des puissances occidentales (revision du plan Dawes, évacuation de la Rhénanie, etc.) une fois obtenues, l'Allemagne capitaliste et social-démocrate a découvert son véritable rôle de couloir pour les armées capitalistes contre les Républiques soviétiques.

Le rôle du fascisme italien est analogue dans les puissances impérialistes se produira, le jour où le capitalisme mondial tirera son sabre contre l'U. R. S. S., le fascisme sera aux premiers rangs parmi les ennemis de l'U.R.S.S., ainsi qu'il l'est déjà aujourd'hui en emprisonnant, en massacrant les communistes et les prolétaires révolutionnaires italiens, le bataillon de fer sous le guide duquel les travailleurs peuvent marcher à la défense de l'U. R. S. S.

C'est pourquoi il devient mille fois plus nécessaire que la politique de l'U.R.S.S. envers l'Italie (gouvernée actuellement par le fascisme) soit d'autant plus claire et habile que le gouvernement qui dirige la nation est haï, que ce gouvernement apparait comme l'ennemi féroce de la classe ouvrière.

Les travailleurs italiens n'ont pas oublié les journées de Tchichérine et de Racovsky à Genève lors de la Conférence européenne de 1922. La diplomatie « soviétique », comme Racovsky nous en a fourni l'exemple et en a laissé le souvenir, était une école de communisme. Cet esprit donné par Lénine et Trotsky à la politique extérieure soviétique court le danger de sombrer dans les couloirs de Genève avec la diplomatie stalinienne. L'oubli des principes marxistes, l'étranglement du parti, la démocratie prolétarienne foulée aux pieds, provoquent les mêmes effets désastreux dans tous les domaines : l'affaiblissement de la dictature prolétarienne, le renforcement de la contre-révolution. Ce n'est donc pas pour écrire une vaine formule que nous affirmons que l'avenir et le développement de la révolution et de l'U. R. S. S. sont étroitement liés à la régénérescence du parti, de l'U.R.S.S., et de l'Internationale.

Feroci.